



**MONT-CARMEL**

PROCÈS-VERBAL  
SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 21 JANVIER 2025

À une séance extraordinaire du Conseil municipal de la Municipalité de Mont-Carmel, tenue ce vingt-et-unième jour de janvier deux mille vingt-cinq à dix-neuf heures trente au lieu habituel des réunions du conseil, conformément aux dispositions du Code municipal de la Province de Québec, à laquelle séance régulière sont présents :

Monsieur le Maire Pierre Saillant

Mesdames les conseillères : Mélanie Lévesque, Réjeanne Raymond Roussel

Messieurs les conseillers : Ghislain Dionne, Lucien Dionne

Monsieur le conseiller Denis Lévesque par visioconférence

Absence : madame la conseillère Josée-Ann Dumais

---

**1. Ouverture**

Formant quorum sous la présidence de monsieur Pierre Saillant maire; madame Maryse Lizotte directrice générale et greffière-trésorière, fait fonction de greffière. Monsieur le maire déclare la séance ouverte à 19h36.

**ACCEPTATION DE NOTIFICATION PAR MOYEN TECHNOLOGIQUE**

Les membres du conseil attestent avoir reçu un avis de convocation en date du 09 janvier 2025 par courrier électronique.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

**3. Législation**

**3.1** Adoption du Règlement numéro 338-2025 - Imposition 2025

**4. Période de questions**

**5. Levée de la séance**

**2. Adoption de l'ordre du jour**

**017-2025** IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Lucien Dionne  
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

D'ADOPTER l'ordre du jour de la séance extraordinaire tel que proposé.

**3. Législation**

**3.1 Adoption du Règlement 338-2025 Imposition 2025**

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article 263, paragraphe 4 de la Loi sur la fiscalité municipale, le Conseil adopte un règlement permettant le paiement des taxes foncières et de services en six (6) versements soit : le 31 mars, 15 mai, 29 juin, 13 août, 27 septembre et le 11 novembre;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil de la municipalité de Mont-Carmel a pris connaissance des prévisions des dépenses qu'il juge essentielles au maintien des services municipaux;

**CONSIDÉRANT** qu'un avis de motion a préalablement été donné le 7 janvier 2025 et qu'exceptionnellement le projet de règlement a été déposé à la séance extraordinaire tenue le 13 janvier 2025;

**018-2025** **IL EST PROPOSÉ** par monsieur le conseiller Ghislain Dionne  
**Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents**  
**QUE** le Règlement 338-2025 soit adopté.



**MUNICIPALITÉ DE MONT-CARMEL**  
**PROVINCE DE QUÉBEC**

**RÈGLEMENT NUMÉRO 338-2025**

**RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES DIFFÉRENTS TAUX DE TAXATION AINSI QUE LA  
TARIFICATION DES SERVICES POUR L'ANNÉE 2025**

**CONSIDÉRANT** qu'en vertu de l'article 263, paragraphe 4 de la Loi sur la fiscalité municipale, le Conseil a adopté un règlement permettant le paiement des taxes foncières et de services en six (6) versements soit : le 31 mars, 15 mai, 29 juin, 13 août, 27 septembre et le 11 novembre;

**CONSIDÉRANT** que le Conseil de la municipalité de Mont-Carmel a pris connaissance des prévisions des dépenses qu'il juge essentielles au maintien des services municipaux;

**CONSIDÉRANT** qu'un avis de motion a préalablement été donné et que le projet de règlement a été déposé à la séance ordinaire du 7 janvier 2025 et qu'exceptionnellement le projet de règlement a été déposé à la séance extraordinaire tenue le 13 janvier 2025;

**019-2025** **Il est proposé par** madame la conseillère Réjeanne Raymond Roussel  
**Et résolu unanimement que** le Règlement 338-2025 soit adopté et qu'il décrète et statue ce qui suit :

## **CHAPITRE I : TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

### **ARTICLE 1:                    TAXE DE BASE**

Pour l'exercice fiscal 2025, le taux de la taxe foncière générale est fixé à **1.0678\$** par 100,00 \$ de la valeur portée au rôle d'évaluation et cette taxe est imposée et prélevée sur les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

## **CHAPITRE II :            TAXE SPÉCIALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE (8)**

### **ARTICLE 2:                    TAXE SPÉCIALE DÉCOULANT DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT 226-2011-1 APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES IMMEUBLES IMPOSABLES – AQUEDUC**

Afin de couvrir le paiement en capital et intérêts de 15 % de la dette découlant de l'emprunt numéro 226-2011-1 sur les travaux de mise aux normes des installations d'eau potable et autres travaux connexes, une taxe de **0.0041 \$** du 100,00 \$ d'évaluation est imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité pour l'exercice fiscal 2025 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

## **CHAPITRE III:            TAXE SPÉCIALE SUR LA VALEUR FONCIÈRE (6)**

### **ARTICLE 3:                    TAXE SPÉCIALE DÉCOULANT DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT 319-2021 ET 323-2022 APPLICABLE À L'ENSEMBLE DES IMMEUBLES IMPOSABLES – PONCEAUX ROUTE 287 ET PONCEAUX ET RÉFECTION RANG 4 ET RANG 5 OUEST : INFRASTRUCTURE VOIRIE**

Afin de couvrir le paiement en capital et intérêts de 15 % de la dette découlant de l'emprunt numéro 319-2021 sur les travaux de mise aux normes des ponceaux de la route 287 et afin de couvrir le paiement en capital et intérêts de 30 % de la dette découlant de l'emprunt numéro 323-2022 sur les travaux de mise aux normes des ponceaux et de la réfection du rang 4 et du rang 5 Ouest, une taxe de **0.0381 \$** du 100,00 \$ d'évaluation est imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité pour l'exercice fiscal 2025 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

## **CHAPITRE IV :            TAXE DE SECTEUR FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 4:                    TAXE DE SECTEUR FONCTIONNEMENT DU LAC DE L'EST**

Afin de couvrir les dépenses de déneigement et des travaux pour conduire l'eau des rues situées en territoire public au lac de l'Est, un taux fixe de **521.00 \$** sera imposé et prélevé sur tous les immeubles du secteur pour l'exercice fiscal 2025 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

### **ARTICLE 4.1:                TAXE DE SECTEUR FONCTIONNEMENT DU LAC SAINT-PIERRE**

Afin de couvrir les dépenses de déneigement et des travaux pour conduire l'eau des rues privées du lac Saint-Pierre, un taux fixe de **140.00 \$** sera imposé et prélevé sur tous les immeubles du secteur pour l'exercice fiscal 2025 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

**CHAPITRE V : FINANCEMENT DES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS D'EAU POTABLE ET AUTRES TRAVAUX CONNEXES**

**ARTICLE 5: TAXE SPÉCIALE AUX PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES IMPOSABLES SITUÉS EN BORDURE DES RUES DESSERVIES PAR LE RÉSEAU D'AQUEDUC MUNICIPAL SUR LA BASE D'UNE TARIFICATION**

Afin de couvrir le paiement en capital et intérêts de 85 % de la dette découlant du règlement d'emprunt numéro 226-2011-1, la valeur de l'unité de base est fixée à **91.25 \$** pour l'exercice fiscal 2025. La tarification est établie en multipliant le nombre d'unités attribuées à chaque catégorie d'immeuble selon le tableau suivant :

<b>Catégories d'immeubles visés</b>	<b>Nombre d'unité</b>
Par logement	1
Maison de chambres par chambre, en plus de la compensation par logement	0.15
Centre d'hébergement, par chambre	0.15
Usage commercial de services ou de services professionnels, non énumérés et intégrés dans un bâtiment résidentiel, en plus de la compensation par logement	0.5
Station-service avec lave-auto	4
Atelier de réparation mécanique avec station- service	2
Atelier de réparation mécanique, carrosserie	1.5
Vente de véhicules usagés avec atelier de réparation	2.5
Atelier de réparation de petits moteurs, vélos	1
Salon de coiffure, esthétique, massage, 1 <sup>ère</sup> chaise	1
chaise additionnelle	0.5
Dépanneur	1
Restaurant, cantine, casse-croûte, bar-laitier : 35 places et moins	2
Restaurant, cantine, casse-croûte, bar laitier : + de 35 places	3
Hôtel, motel, auberge : par chambre	0.15
Buanderie, teinturerie	2
Boucherie, charcuterie, boulangerie, pâtisserie	1.5
Quincaillerie, pharmacie, vente au détail, institution financière	1.35
Magasin d'alimentation	2
Bar	1.5
Entrepreneur de machinerie lourde	1.35
Salon funéraire	1
Serre et pépinière	3
Autre usage commercial ou de services non énumérés	1
Immeuble industriel ou manufacturier: - de 20 employés	2
Immeuble industriel ou manufacturier: 20 employés et +	3
Immeuble abritant des animaux autres qu'une exploitation agricole, en plus de la compensation par logement	1
Exploitation agricole en plus de la compensation par logement de la résidence	3

**ARTICLE 5.1: TAXE SPÉCIALE AUX PROPRIÉTAIRES D'IMMEUBLES IMPOSABLES SUR TOUT LE TERRITOIRE**

Afin de couvrir le paiement en capital et intérêts de la dette découlant du règlement d'emprunt numéro 226-2011-1 mise aux normes des installations d'eau potable une taxe de **0,0075 \$** du 100,00 \$ d'évaluation est imposée et prélevée sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité pour l'exercice fiscal 2025 conformément au rôle d'évaluation en vigueur.

## **CHAPITRE VI: TARIF POUR LE SERVICE D'AQUEDUC**

### **ARTICLE 6:            TARIF ANNUEL**

Un tarif annuel est exigé et prélevé de tous les usagers du service d'aqueduc municipal;

Pour l'exercice fiscal 2025, la valeur attribuée à l'unité de base est de **503.00 \$**;

La tarification est établie en multipliant le nombre d'unités attribuées à chaque catégorie d'immeuble selon le tableau apparaissant à l'article 4 du présent règlement;

Pour les immeubles desservis, munis d'un compteur d'eau dont la municipalité prendra ou non la lecture, le tarif sera selon l'unité de base à **503.00 \$** multiplié par le nombre d'unités attribuées à chaque catégorie d'immeuble apparaissant au tableau à l'article 5 du présent règlement.

## **CHAPITRE VII: TARIF POUR LE SERVICE D'ÉGOUT**

### **ARTICLE 7:            TARIF ANNUEL**

Un tarif annuel est exigé et prélevé de tous les usagers du service d'égout municipal;

Pour l'exercice fiscal 2025, la valeur attribuée à chaque unité de base est de **177.00 \$**;

La tarification est établie en multipliant le nombre d'unités attribuées à chaque catégorie d'immeuble selon le tableau apparaissant à l'article 5 du présent règlement;

## **CHAPITRE VIII : TARIF GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

### **ARTICLE 8:            TARIF ANNUEL**

En vertu de l'article 2.3 du Règlement 281-2016 relatif à la Gestion des matières résiduelles; pour pourvoir aux dépenses relatives à la collecte, au transport et au traitement des matières résiduelles, une compensation annuelle est établie et perçue de tous les propriétaires d'immeubles suivant les dispositions du présent règlement et répartie comme suit :

#### **Type de collecte**

Ordures :	190.00 \$
Recyclage :	0.00 \$
Organiques :	110.00 \$

La compensation pour l'utilisation d'un conteneur est établie de la façon suivante :

- une demie verge cube (0.5 vg<sup>3</sup>) est égale à 360 litres multiplié par la compensation établie selon le type de collecte (ordures, recyclage, organique)

### **ARTICLE 8.1:            SERVICE DE COLLECTE SUPPLÉMENTAIRE**

Tout usager, autre que résidentiel, peut demander des levées supplémentaires en faisant une demande écrite et en défrayant les coûts réels encourus par la Municipalité.

**CHAPITRE IX : TARIF POUR LE SERVICE DE VIDANGE PÉRIODIQUE, DE TRANSPORT ET DE DISPOSITION DES EAUX USÉES PROVENANT D'UNE FOSSE SEPTIQUE, D'UNE FOSSE DE RÉTENTION OU D'UN PUISARD**

**ARTICLE 9 :                    TARIF ANNUEL**

Pour l'exercice fiscal 2025, le montant du tarif exigé en vertu du règlement 186-2006 pour le service de vidange, de transport et de disposition des eaux usées provenant d'une fosse septique, d'une fosse de rétention ou d'un puisard est fixé à **72.00 \$**. Pour les résidences isolées utilisées de façon saisonnière, le tarif est fixé à **36.00 \$**;

Tout usager peut demander une vidange supplémentaire en faisant une demande écrite et en défrayant les coûts réels encourus par la Municipalité.

**CHAPITRE X : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX TARIFS POUR LE SERVICE D'AQUEDUC, D'ÉGOUT ET DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES**

**ARTICLE 10 :                    EXIGIBILITÉ DES TARIFS**

Les compensations édictées pour le service d'aqueduc, d'égout et de gestion des matières résiduelles sont imposées à tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, d'un commerce ou autre bâtiment desservi par une entrée de service du réseau d'aqueduc et/ou d'égout, qu'il se serve ou non de l'aqueduc ou de l'égout ou des matières résiduelles.

**ARTICLE 10.1 :                COMPENSATION PAYABLE PAR LE PROPRIÉTAIRE**

Les compensations édictées par le présent règlement sont payables par le propriétaire et la municipalité peut exiger de lui le montant total des compensations dues en vertu du présent règlement pour chaque locataire ou occupant de la bâtisse ou de l'immeuble dont il est propriétaire.

**CHAPITRE XI : DISPOSITION APPLICABLE AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES ENREGISTRÉES**

**ARTICLE 11 :                    TARIFICATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Toute taxe foncière et tarification imposée par le présent règlement est payable et exigible d'une personne en raison du fait que celle-ci est la propriétaire ou l'occupant d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée, conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte non exclusivement un immeuble visé à l'alinéa précédent, la partie de la taxe ou de la tarification attribuable à la partie de l'immeuble visé au premier alinéa est égale au prorata de l'évaluation foncière telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation entre cette partie de l'immeuble et la ou les autres parties de l'unité d'évaluation;

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, lorsque le présent règlement impose une taxe ou une tarification nommément en raison du fait qu'il s'agit d'une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, cette taxe ou cette tarification est payable conformément au premier alinéa du présent article.

**ARTICLE 11.1 :                Taux d'intérêt annuel et autres frais**

Le taux de l'intérêt sur tous les comptes dus à la Municipalité est fixé à **15 %** l'an pour l'exercice

financier 2025 et commence à courir 5 jours après la date fixée d'un paiement. Les dates de versement sont : **le 31 mars, 15 mai, 29 juin, 13 août, 27 septembre et le 11 novembre;**  
Lorsque le paiement d'un chèque émis à l'ordre de la municipalité en paiement d'une somme due est refusé par le tiré, des frais d'administration d'un montant vingt-cinq dollars (**25 \$**) seront facturés au tireur, en sus de tous intérêts exigibles;

Tout envoi posté à un contribuable qui génère des frais autres qu'un envoi régulier seront facturés au contribuable;

La tarification pour les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements s'établit comme suit :

1. Photocopie : 0.50\$
2. Télécopie : 2.00\$ - si frais d'interurbain 3.00\$
3. Copie de compte de taxes (en dehors de l'envoi régulier) : 5.00\$
4. Copie de compte de taxes par courriel : GRATUIT

Cette tarification est sujette à une modification annuelle par le règlement décrétant les différents taux de taxation.

**ARTICLE 11.2 :      REPLACEMENT ET ABROGATION**

Le présent règlement remplace et abroge, à toutes fins que de droits, toute disposition incompatible ou inconciliable avec le présent règlement.

**ARTICLE 11.3 :      ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Mont-Carmel, le 21 janvier 2025.

\_\_\_\_\_  
Pierre Saillant, maire

\_\_\_\_\_  
Maryse Lizotte, directrice générale  
Greffière-trésorière

**4.      Période de questions**

La période de question a eu lieu, mais n'a nécessité aucune décision de la part du conseil.

**5.      Levée de la séance**

Tous les sujets inscrits à l'ordre du jour ayant été considérés,

**020-2025**      IL EST PROPOSÉ par monsieur le conseiller Lucien Dionne  
Et résolu à l'unanimité des membres du conseil présents :

DE LEVER la séance à 20h15.

\_\_\_\_\_  
Pierre Saillant, maire

\_\_\_\_\_  
Maryse Lizotte directrice générale  
Greffière-trésorière

Je, Pierre Saillant, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes résolutions qu'il contient au sens de l'article 142.2 du Code municipal.

\_\_\_\_\_  
Initiales du maire